

Règlement de consultation : phase candidature

Marché global de performance pour la construction du complexe sportif François Richoux à Lucé

Chartres Aménagement SPL représentée par son Président directeur général

Agissant au nom et pour le compte de la Commune de Lucé, dans le cadre d'un mandat

Procédure globale de performance passée en application des articles L.2171-3 et R.2171-2 du code de la commande publique, avec une procédure négociée en application des articles R2171-15 et suivants du code de la commande publique

Date et heure limites de réception des plis : **30 avril 2026 à 12h (délai de rigueur)**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET ET DELAI D'EXECUTION DU MARCHE.....	3
1.1 Nature et étendue des prestations	3
1.2 Décomposition en tranches	3
1.3 Décomposition - Délais d'exécution – Reconduction	3
1.4 Paiement et financement des prestations	3
ARTICLE 2 – ORGANISATION DE LA CONSULTATION	4
2.1 Procédure de passation mise en œuvre	4
2.2 Contenu du dossier de consultation	5
2.3 Variantes – prestations supplémentaires éventuelles	5
2.4 Délai de validité des candidatures	5
2.5 Mode de dévolution	5
2.7 Réalisation de prestations similaires	6
2.8 Modifications de détail au dossier de consultation	6
2.9 Visite	6
ARTICLE 3 – RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION	6
ARTICLE 4 – PRESENTATION DES CANDIDATURES	7
ARTICLE 5 – SELECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHE	8
5.1 Sélection des candidatures et jugement des offres	8
5.1.1 Critères de sélection des candidatures	8
5.1.2 Critères de jugement des offres	9
ARTICLE 6 - CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES	12
6.1 Dépôt d'un pli électronique :	12
6.2 Faculté de dépôt d'une copie de sauvegarde du pli électronique :	12
ARTICLE 7 - PRIME	13
7.1 Modalités d'indemnisation des candidats admis à remettre une offre	13
7.2 Modalités de versement de la prime	13
ARTICLE 8 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	13
ARTICLE 9 – RECOURS	13
Annexe n°1 : DECLARATION SUR L'HONNEUR	15

ARTICLE 1 - OBJET ET DELAI D'EXECUTION DU MARCHÉ

1.1 Nature et étendue des prestations

Le présent marché est un marché global de performance pour la construction du complexe sportif François Richoux à Lucé.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les cahiers des clauses techniques particulières (C.C.T.P.). L'ensemble des Cahiers des Charges, DTU, des règles de calcul, des Cahiers des Clauses Spéciales rendus obligatoires par décrets ou Normes Européennes reconnues s'appliquent au marché.

Lieu d'exécution :

Emplacement : Le terrain d'assise de la construction du complexe sur la réserve foncière située à l'ouest du terrain de football. L'emprise du terrain de football est inchangée. L'accès au site se fait par la rue de la République de Lucé (28).

Prestations attendues : Conception, réalisation, exploitation et maintenance du nouveau complexe sportif

- Construction d'un complexe sportif suivant les niveaux de compétitions demandés ;
- Démolition des vestiaires et des tribunes du terrain de football ;
- Démolition de la maison et ses annexes situées 128 rue de la République ;
- Aménagement qualitatif des espaces extérieurs (liaisons piétonnes, parkings, gradins paysagers...) ;
- Rénovation de la piste de course ;
- Mise à niveau du terrain de foot.

Le marché n'est pas alloti :

Le marché n'est pas alloti car la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations au sens des articles L2113-10 à L2113-11 du code de la commande publique.

1.2 Décomposition en tranches

Le marché ne comprend pas de tranches.

1.3 Décomposition - Délais d'exécution – Reconduction

Le marché comprend 2 phases :

- Phase 1 : Conception et réalisation
- Phase 2 : Exploitation et Maintenance

Le délai prévisionnel d'exécution du marché est de **cent-treize (113) mois** à compter de sa notification au titulaire :

- Phase 1 - conception (C) : 10 mois (mars 2027 – décembre 2027) hors période de validation du MO ;
- Phase 1 - travaux (R) : 19 mois (janvier 2028 – juillet 2029) à compter de l'ordre de service de démarrage,
- Phase 2 - exploitation maintenance : 7 ans à compter de la réception finale.

Reconduction :

Le marché ne sera pas reconduit.

1.4 Paiement et financement des prestations

Paiement à 30 jours à compter de la réception de la facture, par virement.

Marché financé par les emprunts et fonds propres de la Collectivité.

ARTICLE 2 – ORGANISATION DE LA CONSULTATION

2.1 Procédure de passation mise en œuvre

Le présent marché est passé en procédure **globale de performance** en application des articles L.2171-3 et R.2171-2 du code de la commande publique, avec une procédure négociée en application des articles R2171-15 et suivants du code de la commande publique.

2.1.1 Jury et phase candidatures

Le jury dresse un procès-verbal d'examen des candidatures et formule un avis motivé sur la liste des candidats à retenir en application des critères de sélection des candidatures mentionnés à l'article 11.3 ci-dessous.

La commission d'appel d'offres conformément aux dispositions de l'article L.1414-2 du code général des collectivités territoriales, au vu de l'avis du jury, arrête ensuite la liste des candidats admis à remettre une offre. En application de l'article R.2142-17 du code de la commande publique, le nombre minimal et maximal de candidats admis à participer à la procédure avec négociation est de trois (3).

2.1.2 Jury et phase offres

Sur la base des offres finales faisant suite à la clôture de la procédure de négociation, le jury dresse un procès-verbal d'examen des prestations après l'examen des offres et des éventuelles auditions des soumissionnaires.

L'invitation aux éventuelles auditions sera adressée aux soumissionnaires et comprendra les modalités de cet entretien.

Le jury dressera alors un avis motivé.

Sur cette base, l'acheteur pourra solliciter des clarifications et des précisions qui ne peuvent avoir pour effet de modifier des éléments fondamentaux de l'offre ou des caractéristiques essentielles du marché.

Le marché est attribué par la commission d'appel d'offres conformément aux dispositions de l'article L.1414-2 du code général des collectivités territoriales, au vu de l'avis du jury, sans préjudice des demandes de clarifications et précisions.

Une analyse technique préalable des offres sera effectuée par les services de l'acheteur, assistés des assistants à maîtrise d'ouvrage, aux seules fins de préparer le travail d'analyse du jury.

En tout état de cause, si le jury peut se fonder sur les éléments de cette analyse préalable, il rend son avis indépendamment de celle-ci.

2.2 Contenu du dossier de consultation

	Transmis dans le DCE en phase candidature	Transmis dans le DCE en phase offre
PIECES ADMINISTRATIVES		
Réglementation de Consultation	x	
AE		x
Cadres de réponses_Phase candidature : RC_A1_Candidature	x	
Cadres de réponses_Phase Candidature : RC_A2_Ref_illus_Archi	x	
CCAP	x	
PIECES TECHNIQUES		
TOME 1 : PROGRAMME FONCTIONNEL	x	
TOME 2: PROGRAMME TECHNIQUE	x	
TOME 3 : PROGRAMME ENTRETIEN/MAINTENANCE	x	
TOME 4 : FICHES PAR LOCAL	x	
Géotechnique : G1		x
Géothermie : étude capacitaire du site		x
Géothermie : TRT du site du conservatoire		x
Acoustique : état initial		x
Archéologie : sensibilité du terrain		x
Géomètre : Plan topographique		x
Périmètre du terrain		x
Plan de repérage des réseaux		x
Concessionnaires DT		x
Diagnostics amiante et plomb des bâtiments, gradins et enrobés		x
Loi sur l'eau : diagnostic de l'existant		x
Diagnostic de terrain de football		x
CADRES DE REPONSES		
CR 001 SURFACES		x
CR 002 TECHNIQUES ET ENVIRONNEMENTAL		x
CR 003 ENTRETIEN MAINTENANCE		x
CR 004 VOLET FINANCIER		x

2.3 Variantes – prestations supplémentaires éventuelles

2.3.1 Variantes

Sans objet.

2.3.2 Prestation supplémentaires éventuelles

Sans objet

2.4 Délai de validité des candidatures

Le délai de validité des candidatures est fixé à 210 jours à compter de la date de remise des plis.

2.5 Mode de dévolution

Le marché sera conclu avec une entreprise unique ou des entreprises groupées.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de contraindre le groupement attributaire à revêtir la forme d'un groupement conjoint avec un mandataire solidaire.

En effet, le marché nécessite des compétences distinctes qui peuvent difficilement être réunies au sein d'une même structure : il n'est donc pas possible de faire peser sur une entreprise l'exécution des prestations qu'une autre entreprise du groupement devait réaliser et qui serait défaillante.

Possibilité de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou de plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements : NON.

2.7 Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier à l'attributaire du marché, en application des dispositions du code de la commande publique, des marchés de travaux ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui seront confiées au titre du marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence. La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

2.8 Modifications de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des plis, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.9 Visite

Sans objet pour la phase de candidature.

ARTICLE 3 – RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation des entreprises est dématérialisé.

Les candidats auront la possibilité de télécharger les documents dématérialisés du dossier de consultation des entreprises, documents et renseignements complémentaires via le site internet : <https://www.c-chartres-marches.fr/>.

Lors du téléchargement du dossier de consultation des entreprises, il est vivement conseillé aux candidats de s'inscrire et de renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, **afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.**

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait fait dans la saisie de son adresse électronique, ou en cas de suppression de ladite adresse électronique.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le pouvoir adjudicateur, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard .zip (lisibles par les logiciels Winzip ou Quickzip par exemple)
- Portable Document Format .pdf (lisibles par le logiciel Acrobat Reader par exemple)
- Rich Text Format .rtf (lisibles par l'ensemble des traitements de texte : word de Microsoft, Wordperfect, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft....)
- .doc ou .xls ou .ppt (lisibles par l'ensemble MicrosoftOffice, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft....)
- Le cas échéant le format DWF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWF viewer, Free DWG Viewer d'Informative Graphics, ...)

En cas de difficultés pour remettre leur pli sur la plateforme, les candidats pourront s'adresser à la hotline : Tel : 04 92 90 93 27.

ARTICLE 4 – PRESENTATION DES CANDIDATURES

Pour faire acte de candidature, les candidats doivent satisfaire notamment à la production des pièces suivantes en application des articles R.2142-3, R.2142-4, R.2143-3, R.2143-5 à R.2143-12 et R.2143-16 du code de la commande publique sans préjudice des articles R.2142-19 à R.2142-24 et R.2142-26, R.2142-27 du code de la commande publique, dans l'ordre énoncé ci-après.

Bien qu'il appartienne au soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché de fournir l'ensemble des attestations ci-dessous demandées à jour, l'acheteur doit pouvoir au stade des candidatures vérifier la capacité des candidats.

Si les documents fournis par un candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils devront être accompagnés d'une traduction en français.

Les candidats devront transmettre les pièces définies ci-dessous par voie dématérialisée. Les plis papiers ne seront pas acceptés.

- Capacité juridique et financière

1. Lettre de candidature identifiant le candidat ou les membres du groupement candidat, y compris le mandataire, et l'habilitation de ce dernier par chacun de ses cotraitants, et déclaration sur l'honneur (annexée au présent Règlement de consultation) attestant de ne pas entrer dans un des cas d'exclusion prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-5 voire L.2141-7 à L.2141-11 (Formulaire DC1).

IMPORTANT : Les pièces suivantes doivent être produites pour chaque membre du groupement candidat :

2. 2. Déclaration DC2 et extrait KBIS de moins de 3 mois pour chaque membre du groupement, le cas échéant et tout document permettant d'attester de la capacité des signataires des documents à engager la société.
3. 3. Lorsque le candidat est en redressement judiciaire : copie du ou des jugements prononcés et du plan de redressement, le cas échéant en application du nouvel article L.2141-3 tel qu'il résulte de la loi dite ASAP n°2020-1525 du 7 décembre 2020.
4. 4. Renseignement sur les effectifs moyens annuels du candidat y compris, le personnel d'encadrement (RC_A1_Candidature- Feuillet n° 2).
5. 5. Une attestation d'assurance à jour pour chacun des membres du groupement.
6. 6. Présentation des titres d'études et titres professionnels.
7. 7. Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires dédié pour des missions similaires au cours des trois derniers exercices disponibles (RC_A1_Candidature- Feuillet n° 4).
8. 8. La fiche de présentation du Groupement Candidat (RC_A1_Candidature- Feuillet n° 2)
9. 9. les annexes du RC A1 et A2 dument renseignées
10. 10. Présentation et justification en 10 pages A4 au plus (hors annexes) de la composition de l'équipe-opération dédiée et principe d'organisation qu'il serait envisagé de mettre en place pour chaque étape « conception-réalisation-exploitation-maintenance » avec notamment description et organisation des moyens humains, techniques mis en œuvre dans le cadre du marché.

En annexe de la présente note, le candidat fournira :

- L'indication des titres d'études et professionnels du candidat et/ou des cadre(s) de son entreprise et de ses cotraitants, notamment du (des) responsable(s) de la prestation de services et/ou de la conduite de l'exécution de l'opération ;
- Un organigramme détaillé des intervenants avec les liens fonctionnels et hiérarchiques.

Justification complémentaire à fournir pour l'architecte ou le groupement d'architectes :

- Justificatif de l'inscription au registre de la profession (dont inscription à l'Ordre des architectes pour l'Architecte) ou au registre de commerce, s'il y a lieu.

Exigences minimums de capacité :

Dès le stade de la candidature, l'acheteur souhaite s'assurer à minima d'un niveau de technicité suffisant pour les compétences suivantes. L'atteinte du niveau minimum de capacité sera appréciée au regard des références indiquées dans l'annexe A1 (feuillet n° 3) au présent RC et à compléter par l'ensemble des membres du groupement, ou de tout autre élément équivalent apprécié par l'acheteur.

- Composantes exigées :

1. Un mandataire : Entreprise TCE ou un groupement solidaire d'entreprises ;
2. Un architecte au sens de la loi du 3 janvier 1977 sur l'architecture ou groupement solidaire d'architectes (présence obligatoire d'un architecte inscrit à l'Ordre des architectes ou possédant un diplôme reconnu au titre de la directive n° 85-384 CEE du 10 juin 1985) ;
3. Un Bureau d'études TCE ou un groupement solidaire de Bureaux d'études spécialisés ayant des compétences en :
 - Structures ;
 - Fluides (CFo/CFa, Plomberie, thermique/CVC) y compris expertise GTB ;
 - Economie de la construction ;
 - Géothermie (technicien agréé pour pouvoir bénéficier des subventions de l'ADEME) ;
 - Energies renouvelables (approche selon le coût global de l'opération (Investissement + exploitation)) et qualité environnementale du bâtiment ;
 - VRD ;
 - Fondations ;
 - Coordination SSI ;
 - Acoustique.
4. Un mainteneur multi-technique ou groupement solidaire de mainteneurs spécialisés ayant capacité pour intervenir sur l'ensemble des périmètres de maintenance d'un ouvrage et ayant une compétence en GTB.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (cotraitant ou sous-traitant), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées aux points 2 à 10 de la capacité juridique et financière ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché.

Pour la présentation des éléments de leur candidature, les candidats pourront faire usage des formulaires DC1 et DC2 qu'ils pourront se procurer sur le site du ministère de l'économie à l'adresse suivante : "<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>".

Les candidats auront la possibilité de ne pas remettre un ou plusieurs des documents ou renseignements demandés dans le cadre de la présente consultation s'ils ont déjà été remis dans le cadre d'une précédente consultation et si les conditions suivantes sont réunies :

- Les candidats doivent préciser à cet effet, dans leur dossier de candidature,
 - d'une part, la liste des documents qui peuvent être obtenus par ce biais,
 - et d'autre part, l'identification de la consultation lors de laquelle les pièces ont été remises.
- Les documents doivent être toujours valables.

A défaut, la candidature sera considérée comme incomplète.

Les candidats sont informés qu'ils ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, si les conditions suivantes sont réunies :

- Les candidats doivent indiquer dans leur dossier de candidature,
 - d'une part la liste des documents qui peuvent être obtenus par ce biais
 - et d'autre part les modalités de consultation de ce système et/ou d'accès à cet espace.
- L'accès à ces documents est gratuit.

A défaut, la candidature sera considérée comme incomplète.

ARTICLE 5 – SELECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHE

5.1 Sélection des candidatures et jugement des offres

5.1.1 Critères de sélection des candidatures

La sélection des trois candidatures admises à présenter une offre sera effectuée dans les conditions prévues au code de la commande publique, pour les candidatures non éliminées en application des articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique.

Les critères suivants interviendront dans la sélection des candidatures :

CRITERE 1 : CAPACITE TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE (note sur 50)

Sous-critère 1 : Qualité architecturale des références fournies par le(s) architecte(s) du groupement (note sur 25).

NB : Ce critère sera apprécié au regard des références fournies en annexe 2 au présent RC (RC_A2_Ref__illus_Archi).

- o Présentation d'une liste de références illustrées - 3 maximum - en cours ou achevées depuis moins de 10 ans, suivant le cadre de réponse fourni en annexe du présent RC. Annexe 1 (RC_A1_Candidature Feuillet n° 3) et l'annexe 2 (RC_A2_Ref__illus_Archi).
- o Chaque architecte fournira une liste de 3 références jugées pertinentes au regard des ambitions programmatiques présentées et du contexte du projet notamment dans un environnement déjà construit en mitoyenneté et/ou résidentiel de faible hauteur. Les références devront être de complexité équivalente, en lien avec les équipements sportifs de même envergure et en lien avec les disciplines et/ou les niveaux de compétitions.
- o Les références excédentaires éventuelles ne seront pas prises en compte.

Sous-critère 2 : Qualité des références vis-à-vis de la présente opération, fournies par les membres du groupement (note sur 15)

(hors références architecturales)

NB : Il est précisé que la qualité des références sera appréciée, pour le candidat ou en cas de groupement, pour le groupement pris dans son ensemble.

Ce critère sera apprécié au regard des références fournies en annexe 1 (RC_A1_Candidature)

- o Présentation d'une liste de références selon les compétences exigées- 3 maximum pour chaque membre du groupement - correspondant aux compétences annoncées, et en cours ou achevées depuis moins de 10 ans, suivant le cadre de réponse fourni en annexe du présent RC. Annexe 1 (RC_A1_Candidature- Feuillet n° 3)
- o Chaque membre du groupement fournira une liste de 3 références jugées pertinentes au regard des ambitions programmatiques présentées et du contexte du projet. Les références devront être de complexité équivalente, en lien avec les équipements sportifs.
- o Les références excédentaires éventuelles ne seront pas prises en compte.

Sous-critère 3 : Qualité des moyens humains et matériels de l'ensemble du groupement (note sur 10).

NB : Il est précisé que les moyens humains et matériels seront appréciés, en cas de candidat répondant en groupement, pour le groupement pris dans son ensemble.

Ce critère sera apprécié au regard des données fournies en annexe 1 (RC_A1_Candidature) et de la note de présentation décrite ci-dessous.

Le minimum admis par équipe est de deux personnes pour des raisons de suppléance : 1 référent + 1 suppléant.

Critère 2 : Capacité économique et financière (note sur 50)

- Chiffre d'affaires annuel moyen du mandataire du groupement ou du candidat individuel.

NB : Le CA pris en compte sera la moyenne des trois derniers CA globaux indiqués dans l'annexe 1 (RC_A1_Candidature)

Les candidatures seront examinées sur la base des informations demandées au terme du présent règlement. Si les documents fournis par un candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils devront être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

5.1.2 Critères de jugement des offres

Le pouvoir adjudicateur attribuera le marché au candidat qui aura remis l'offre économiquement la plus avantageuse à l'issue d'un classement selon les critères suivants pondérés :

1	Coût global de l'offre				
	Le critère s'apprécie globalement et comprend les coûts forfaitaires à la remise de l'offre.				
	1.1.	Coût du projet livré (conception, construction, équipements, mobiliers et décoration)	70%	25%	
	1.2.	Coût de la phase exploitation maintenance toutes tranches confondues	30%		
2	Qualité architecturale, fonctionnelle et technique des équipements				
	2.1	Parti urbain, architectural et fonctionnel en lien avec l'objet du projet et notamment :	50%	30%	
		· Parti architectural et paysager			
		· Insertion dans le site, notamment l'intégration de l'équipement sportif au sein d'un environnement pavillonnaire, intégration des contraintes foncières et respect des règles d'urbanisme			
		· Traitement de l'accessibilité du site : traitement des accès du site et du bâtiment, gestion des flux (personnel, joueurs, spectateurs, public, associations, scolaires, clubs ...) à l'intérieur du site, depuis l'extérieur du site et en lien avec le groupe scolaire			
		· Pertinence du fonctionnement au regard des exigences décrites au programme fonctionnel, du respect des surfaces des locaux et des unités fonctionnelles, etc.			
	2.2	Qualité technique et environnementale et notamment :	50%		
		· Parti constructif : choix des matériaux, choix des installations techniques, compatibilité avec les systèmes de gestion exploités par le maitre d'ouvrage, sécurité des biens et des personnes, traitement des espaces extérieurs et raccordement aux réseaux, compatibilité des installations avec les niveaux de compétitions visés par le maitre d'ouvrage			
		· Qualité de la démarche environnementale et des réponses aux objectifs du programme : chantier propre, durabilité, système de management, utilisation des matériaux éco-sourcés, gestion des eaux pluviales, biodiversité			
		· Confort des utilisateurs et usagers (visuel, thermique, acoustique intérieur et extérieur)			
3	Objectifs de performances énergétiques et de performance de maintenabilité				
	3.1	Performance énergétique et procédés de maintien de ces performances dans le temps	25%	35%	
	3.2	Pertinence des choix techniques pour atteindre les objectifs énergétiques, réduction des émissions carbone	25%		
	3.3	Performance de gestion de la phase Exploitation-Maintenance et notamment :	25%		
		· Choix techniques du groupement visant à faciliter l'exploitation et la maintenance			
		· Moyens mis en œuvre par le groupement pour accomplir les prestations d'exploitation-maintenance et ce compris le GER			

		· <i>Appréciation des délais d'intervention en maintenance curative et gestion des astreintes</i>		
	3.4	Performance en termes de niveau d'activité et de qualité de service et notamment :	25%	
		· <i>Organisation interne du candidat, compréhension des besoins et gestion des interfaces en phase Exploitation-maintenance avec les services techniques et reporting</i>		
4	Objectif de performance de délais de réalisation de l'opération (phases d'études et réalisation jusqu'à la fin des travaux) et des moyens mis en place (organisation, méthodes)			5%
5	Part d'exécution confiée à des PME sur la durée du marché			5%
TOTAL				100%

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du DQE qui sera pris en considération. Toutefois si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier le DQE pour les mettre en harmonie avec le rectificatif.

La notation des critères 2, 3, 4 et 5 ci-dessus est effectuée suivant le barème suivant :

Offre de qualité nulle	1
Très insuffisante	2,5
Insuffisante	5
Peu satisfaisante	7,5
Moyenne	10
Assez satisfaisante	12,5
Satisfaisante	15
Très satisfaisante	17,5
Excellente	20

Lorsque des sous-critères sont prévus, la note obtenue pour le critère est la somme des notes pondérées obtenues pour chaque sous-critère.

La note obtenue sera ensuite pondérée.

S'agissant des sous-critères du critère 1 ci-dessus, les offres seront évaluées comme suit :

L'offre présentant le prix le plus bas recevra la note de 20 et deviendra le prix de référence. Les autres offres seront appréciées par application de la formule suivante :

$$\frac{P}{P(a)} \times 20$$

$$P(a)$$

Dans laquelle :

- P = Prix le moins élevé
- P(a) = Prix analysé

La note obtenue sera ensuite pondérée.

ARTICLE 6 - CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES

Les candidatures et offres doivent être remises par la voie électronique, par le biais de la plateforme de dématérialisation :

<https://www.c-chartres-marches.fr/>.

Si le candidat adresse plusieurs offres différentes sous forme dématérialisée, seule la dernière offre reçue, dans les conditions du présent règlement, sous la forme « dématérialisée » sera examinée.

6.1 Dépôt d'un pli électronique :

Pour toutes informations sur les modalités de dépôt d'un pli électronique, les candidats sont invités à lire attentivement le site : www.marches-securises.fr

Les candidatures et les offres devront être transmises avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de la consultation. L'heure limite retenue pour la réception de l'offre correspondra au dernier octet reçu. Les plis sont « hors-délai » si leur téléchargement se termine après la date et heure limites. Seule la bonne fin de transmission d'un dossier complet générera l'accusé réception valant attestation de dépôt.

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

Prenez vos dispositions en fonction de la taille de vos plis, et de la vitesse de votre connexion.

Les candidatures et les offres parvenues après cette date et heure limites par voie dématérialisée seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé.

Les soumissionnaires souhaitant répondre sous forme dématérialisée devront constituer leur dossier en tenant compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée :

Tous les fichiers devront être compatibles avec les formats suivants :

- fichiers compressés au standard .zip
- portable Document Format .pdf
- Rich Text Format .rtf
- .doc ou .xls ou .ppt (lisibles par l'ensemble MicrosoftOffice, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft....)
- le cas échéant, le format DWF
- ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif, ...

Le soumissionnaire est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Lors de l'envoi d'une réponse électronique, un mail de confirmation est envoyé au candidat par la plateforme.

En cas de difficultés pour remettre leur pli sur la plateforme, les candidats pourront s'adresser à la hotline : Tel : 04 92 90 93 27.

6. 2 Faculté de dépôt d'une copie de sauvegarde du pli électronique :

Parallèlement à la remise par voie électronique de leur candidature et de leur offre, il est fortement conseillé aux candidats de transmettre au Pouvoir Adjudicateur une copie de sauvegarde de leur pli électronique sur support physique électronique (clé USB ...).

Cette copie doit être parvenue (et non simplement envoyée) au Pouvoir Adjudicateur avant la date et l'heure limites de réception des plis prévues en page de garde, par pli recommandé avec avis de réception postal ou remise contre récépissé à l'adresse suivante :

SPL Chartres Aménagement

14 rue Saint Michel

28000 CHARTRES

Horaires : du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures (vendredi : jusqu'à 16h.)

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant les mentions suivantes :

SPL Chartres Aménagement

Marché global de performance pour la construction d'un conservatoire à Lucé

« COPIE DE SAUVEGARDE » - NE PAS OUVRIR

Candidat :

Cette copie ne peut être ouverte que dans les cas mentionnés à l'article 2 de l'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

ARTICLE 7 - PRIME

7.1 Modalités d'indemnisation des candidats admis à remettre une offre

En application des articles R.2171-19 à R.2171-22 du code de la commande publique, une prime ayant pour objet d'indemniser les soumissionnaires admis à participer à la procédure sera attribuée en fonction de la conformité de l'offre finale avec les documents de la consultation.

Pour les candidats se présentant sous la forme d'un groupement, le montant de la prime attribuée sera versé à son mandataire qui fera son affaire de sa répartition éventuelle avec ses cotraitants. Son montant est ferme et non actualisable :

- Vingt-cinq mille euros hors taxe (25 000 € HT) pour toute offre initiale qui, à l'issue de l'application de la grille de notation de sélection des offres, obtient une note inférieure à 7.5/20 ou moins, sur l'un des 3 premiers critères, et qui ne serait par conséquent pas admise à poursuivre la négociation ;
- Soixante-dix mille euros hors taxe (70 000 € HT) maximum pour toute offre finale conforme et sur proposition du jury.

7.2 Modalités de versement de la prime

Toute offre qui ne serait pas conforme aux exigences formulées dans les documents de la consultation ne pourra prétendre à l'attribution de la prime.

Il en va également ainsi des offres inappropriées, inacceptables ou irrégulières ou d'une remise tardive d'une offre alors irrecevable.

Les demandes de versement de la prime feront l'objet d'une facture du soumissionnaire. Celle-ci fera l'objet d'un paiement conformément aux délais administratifs de paiement des collectivités territoriales.

En application des articles R.2171-21 et R.2171-22 du code de la commande publique, la prime est versée aux soumissionnaires sur proposition du jury et la rémunération du titulaire du marché tiendra compte de la prime qu'il aura reçue.

ARTICLE 8 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir **au plus tard 10 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres** une demande écrite sur la plateforme, à l'adresse suivante : <https://www.c-chartres-marches.fr/>.

Une réponse sera alors adressée et inscrite sur la plate-forme, **au plus tard 6 jours avant la date de remise des offres** à toutes les entreprises ayant retiré le dossier.

ARTICLE 9 – RECOURS

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif d'Orléans

28 rue de la Bretonnerie

45057 Orléans

Tél : +33238775900

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Greffe du Tribunal administratif d'Orléans

28 rue de la Bretonnerie

45057 Orléans

Tél : +33238775900

ANNEXE N°1 : DECLARATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné (e)

agissant en qualité de

déclare sur l'honneur

que l'entreprise (Nom et adresse)

inscrite au registre du commerce et/ou registre des métiers sous le numéro

- n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 du code de la commande publique et en conséquence :
 - n'a pas fait l'objet d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues :
 - aux articles [222-34 à 222-40](#), [225-4-1](#), [225-4-7](#), [313-1](#), [313-3](#), [314-1](#), [324-1](#), [324-5](#), [324-6](#), [421-1 à 421-2-4](#), [421-5](#), [432-10](#), [432-11](#), [432-12 à 432-16](#), [433-1](#), [433-2](#), [434-9](#), [434-9-1](#), [435-3](#), [435-4](#), [435-9](#), [435-10](#), [441-1 à 441-7](#), [441-9](#), [445-1 à 445-2-1](#) ou [450-1](#) du code pénal,
 - aux articles [1741 à 1743](#), [1746](#) ou [1747](#) du code général des impôts
 - ou pour recel de telles infractions, ainsi que pour les infractions équivalentes prévues par la législation d'un autre Etat membre de l'Union européenne.
 - a souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale ou sociale et a acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles dont la liste est fixée par voie réglementaire
 - n'est pas en état de liquidation judiciaire au sens de l'article L.640-1 du Code du commerce ou de faillite personnelle ou d'une interdiction de gérer au sens des articles L. 653-1 à L. 653-8 ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger.
 - n'est pas en état de redressement judiciaire au sens de l'article L.631-1 du code de commerce ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ou justifie d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché.
 - n'a pas été sanctionnée pour méconnaissance des obligations prévues aux articles [L. 8221-1](#), [L. 8221-3](#), [L. 8221-5](#), [L. 8231-1](#), [L. 8241-1](#), [L. 8251-1](#) et [L. 8251-2](#) du code du travail ou condamnée au titre de l'article L. 1146-1 du même code ou de l'[article 225-1 du code pénal](#) ;
 - a, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la procédure de passation du marché, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-1 du code du travail ;
 - n'a pas été condamnée au titre du [5° de l'article 131-39 du code pénal](#) ou, en cas de personne physique, n'a pas été condamnée à une peine d'exclusion des marchés publics.
- **est en règle** au regard des articles [L. 5212-1](#) à [L. 5212-11](#) du code du travail **concernant l'emploi des travailleurs handicapés.**
- **n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique ou justifiera des mesures nécessaires pour corriger les manquements énoncés** et établir que sa participation à la procédure de passation du marché n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

Le candidat s'engage à informer sans délai l'acheteur de tout changement dans sa situation au cours de la procédure de passation du marché.

Fait à

Le